

LYON

Le menu sans viande mis en place, pour raison sanitaire, dans les cantines, critiqué par le gouvernement

PAGE 12

FRANCE

Polémique à Lyon à propos des menus sans viande dans les écoles

Pour la mairie écologiste, cette décision est liée au protocole sanitaire dans les cantines

LYON - correspondant

La décision de la mairie écologiste de Lyon de proposer des menus sans viande aux enfants d'école primaire au retour des vacances d'hiver, lundi 22 février, a immédiatement provoqué la polémique, alimentée par plusieurs membres du gouvernement. « *Idéologie scandaleuse* », a tweeté Gérald Darmanin, samedi 20 février. « *Insulte inacceptable aux agriculteurs et aux bouchers français* », a ajouté le ministre de l'intérieur, affirmant que les écologistes veulent exclure les classes populaires des cantines scolaires car, dit-il, « *de nombreux enfants n'ont souvent que la cantine pour manger de la viande* », au nom d'une « *politique moraliste et élitiste* ». L'ancien maire de Lyon, Gérard Collomb, avait pourtant pris exactement la même mesure, lors de la sortie du premier confinement. A l'époque, cela n'avait pas provoqué de polémique.

Salve de critiques

Avant la crise, les élèves lyonnais avaient le choix entre trois entrées et deux plats principaux, dont un à base de viande ou de poisson. Or, la moitié des élèves de primaire ne

choisissait pas la viande, par goût, par habitude ou par précepte religieux. « *Le seul moyen de faire manger un plat chaud à tous les enfants de l'école, c'est de proposer un plat sans viande, mais avec des protéines animales comme le poisson ou les œufs, conforme aux exigences nutritionnelles. Nous n'excluons personne, c'est même le contraire!* », explique Stéphanie Léger, adjointe à l'éducation.

Dans son dernier protocole sanitaire, le ministère de l'éducation a imposé une distance de deux mètres entre les élèves à la cantine, contre un mètre auparavant. Ce qui ne permet pas de proposer plusieurs plats. « *Nous faisons manger chaud tous les enfants, en appliquant les précautions sanitaires demandées, et des membres du gouvernement nous font le procès de l'élitisme, c'est tout de même le monde à l'envers* », estime M^{me} Léger. « *Je suis nouvelle en politique, je trouve que faire porter le jeu politique sur le dos des enfants, c'est très malhonnête* », ajoute l'adjointe de Grégory Doucet.

Cible favorite de la droite régionale, la municipalité lyonnaise n'a pas su anticiper la salve de critiques sur ce sujet sensible. Jeudi, un courriel aux parents d'élèves





les a informés de la nouvelle disposition dans les cantines. « Nous avons utilisé exactement le même procédé d'information que celui de Gérard Collomb à l'époque », justifie le cabinet du maire de Lyon.

« Cette manière d'asséner un choix, sans aucune alternative possible, est proprement inadmissible », a réagi Etienne Blanc, sénateur (LR) du Rhône et chef de file de la droite lyonnaise. Des élus d'opposition ont aussi laissé entendre que la mairie préparait des menus exclusivement végétariens à l'occasion du renouvellement du contrat de restauration scolaire, prévu en 2022. Selon nos informations, les négociations en cours prévoient deux types de menus, dont une alternative végétarienne.

Plusieurs membres du gouvernement ont récupéré la polémique locale pour en faire un sujet national. Après Gérard Darmanin, Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, et Olivier Dussopt, ministre des comptes publics, ont relayé la thèse doctrinaire imputée à la mairie de Lyon, alors que Julien Denormandie, leur collègue à l'agriculture, a annoncé sur les réseaux sociaux qu'il saisissait le préfet du Rhône pour évaluer la décision municipale. Une mani-

festation d'agriculteurs devait avoir lieu lundi matin devant la mairie de Lyon. Gérard Collomb n'a fait aucun commentaire. ■

RICHARD SCHITTLY

L'ancien maire de Lyon, Gérard Collomb, avait pris exactement la même mesure

